



Compte-rendu du CHSCT du 2/05/2017

La séance s'est ouverte à 9h30 après lecture d'une déclaration liminaire par vos représentants Solidaires Finances :

« Monsieur le Président,

Le premier tour des élections présidentielles a livré son verdict. Pour la seconde fois, l'extrême droite est hélas présente au second tour.

Son adversaire, s'il n'est pas issu des grands partis dits « traditionnels », est porteur d'un programme axé sur l'idéologie libérale.

La période que nous traversons n'est guère propice à la sérénité . D'énormes bouleversements sont en marche.

Viscéralement attaché à son indépendance vis-à-vis des partis politiques, respectueux de son histoire et de ses pratiques, confiant dans l'esprit de responsabilité et de discernement de ses mandants, le syndicat national Solidaires Finances Publiques ne donnera aucune consigne de vote en tant que telle pour le second tour.

Solidaires Finances Publiques tient cependant à réaffirmer que les valeurs syndicales qui le portent et donnent du sens à son action pour une société plus juste et plus humaine, de partage, de solidarité et de paix, sont incompatibles avec les fondements et les orientations du Front National et de toute politique ultra-libérale.

La démocratie ne saurait se limiter aux seules échéances électorales, notre syndicat militera, s'exprimera et poursuivra ainsi sans relâche et plus que jamais son combat.

Déjà le gouvernement sortant, au travers notamment de la Ministre de la Fonction publique, utilise ses dernières heures de pouvoir pour faire passer des textes particulièrement négatifs pour les fonctionnaires, En agissant de la sorte n'a-t-il pas participé AU RESULTAT de cette élection ?

La DGFIP, n'est pas épargnée par cette ambiance délétère. L'administration déroule ses réformes et restructurations incessantes, remet en cause les droits et garanties des agents en tentant de faire taire les résistances naissantes.

Solidaires Finances Publiques ne se pliera pas à la résignation, bien au contraire il continuera de défendre les missions et les agents de la DGFIP car les premières sont bien exécutées que si les seconds évoluent dans un cadre protecteur et reconnaissant. Et cela la DG doit l'entendre et le comprendre.

Aussi Solidaires Finances Publiques continuera d'écouter, informer, convaincre que seule la résistance quelle que soit sa forme est le moyen de nous défendre.

Quand huit hommes possèdent autant que la moitié de la population mondiale (Source : Une économie au service des 99% de l'Oxfam de janvier 2017), il est temps que nos dirigeants aient enfin une réflexion sur les conséquences de leurs choix économiques et sociaux. »

L'ordre du jour a été modifié par le président qui tenait à présenter lors de cette séance de nouveaux plans pour l'aménagement du SPFE. Un CHSCT spécifique sera convoqué en juin pour les comptes-rendus de visite de l'ISST à Privas (DDFiP, Paierie) et Aubenas (CFP et Trésorerie) et le tableau de bord de veille sociale (TBVS).

1- Présentation de nouveaux plans pour l'aménagement du SPFE au 1/09/2017 :

Le directeur du Pole PPR, a présenté de nouveaux plans (qui seraient liés à des problèmes de branchements électriques qui nécessiteraient des travaux importants et bruyants : percement de dalles...) sur lesquels Solidaires Finances a émis des réserves notamment au niveau du bruit. En effet, les plans proposés crée un « open space » sur toute la longueur des bureaux actuels alors que le nombre d'appels téléphoniques va fortement augmenter suite au transfert de l'enregistrement de Tournon.

Solidaires Finances s'inquiète également de l'éloignement du bureau du cadre A (dans le bureau du chef de contrôle ou dans le bureau repris sur l'actuelle BDV) par rapport au projet précédent, car cela laisse supposer que les tâches qui lui seront confiées vont rapidement évoluer vers des tâches d'adjoint au responsable du SPFE, contrairement à ce qui était annoncé au départ...

Solidaires Finances a demandé à ce que l'ISST et le médecin de prévention se rendent sur place pour qu'elles donnent leur avis, et à ce que les nouveaux plans soient transmis aux agents en leur laissant du temps pour qu'ils fassent remonter leurs observations le cas échéant.

2- Bilan du CHSCT 2016 :

Solidaires Finances a profité de la présentation de ce bilan pour établir le constat suivant :

*le CHSCT finance les sièges des agents alors que cela devrait relever du budget de la Direction. Il n'y a en effet pas de renouvellement des sièges par la DDFiP alors que tout le matériel indispensable pour travailler doit être financé par le budget de la direction (écrans, ordis, bureaux, sièges,...). De ce fait, les agents travaillent sur des fauteuils détériorés qui peuvent déclencher des TMS (troubles musculo-squelettiques telles que les douleurs dorsales, tendinites...). Ils se tournent alors vers le médecin pour obtenir un fauteuil, d'où l'augmentation des prescriptions médicales financées par le CHSCT. Solidaires Finances demande une nouvelle fois qu'un renouvellement régulier soit effectué afin d'éviter d'une part l'augmentation des pathologies et d'autre part que le CHSCT ne serve qu'à pallier les manques de l'Administration.

*Concernant les RPS (risques psycho-sociaux), le président a renouvelé le souhait de reformer un groupe de travail, auquel **Solidaires Finances a répondu qu'elle n'y participerait pas tant que l'Administration refuserait de retenir les créations d'emplois comme mesure de lutte contre les RPS.**

3- Compte-rendu de visite de l'ISST :

Ce point sera abordé lors d'un prochain CHSCT mais Solidaires Finances, profitant de la présence de l'ISST, lui a demandé quelles étaient ses premières constatations par rapport à sa visite à la trésorerie de Vallon.

L'ISST demande le remplacement « d'urgence » du mobilier. Elle attire aussi l'attention de la direction sur la situation des effectifs du poste qu'elle juge « inquiétante ».

Solidaires Finances relaie l'inquiétude des agents de Vallon, car l'an dernier l'un d'entre eux est resté seul plusieurs jours pendant la période estivale (forte affluence, versements des régisseurs). Solidaires Finances relève un paradoxe entre la volonté (nécessité !) de renforcer le poste et le souhait de la direction de ne pas prendre en compte les créations d'emplois dans les préventions des RPS.....

4-Bilan DUERP-PAP 2016 :

Ce bilan sera publié sur Ulysse 07/ conditions de vie au travail.

Les représentants Solidaires Finances ont demandé que soit mentionné dans le prochain DUERP le millésime de mise à jour dans la colonne « mesures de prévention », le nombre d'agents formés SST et RLI.

Enfin, les représentants Solidaires Finances ont demandé que les remarques portées sur les registres SST soient intégrées dans le DUERP qui sera élaboré en 2018. Le président s'est engagé à faire apparaître cette mention dans la notice qui accompagnera le DUERP.

5-Programme Annuel de Prévention - PAP 2017 (pour avis)

Parmi les actions retenues au PAP 2017, certaines ont déjà été réalisées notamment le déblocage des portes avec digicode en cas de coupure de courant, et d'autres vont être supprimées comme l'achat d'un support cycle pour le CFP Privas (l'utilisation d'un garage existant pour ranger les vélos des agents est à l'étude)

Solidaires Finances demande que sur le PAP ne figure pas une ligne « tous sites » pour un risque, car quand bien même une action de prévention serait menée sur un site, elle n'atténue pas le risque sur les autres sites.

Enfin les représentants Solidaires Finances regrettent que des mesures de prévention ne soient pas intégrées au PAP 2017 pour la trésorerie de Vallon suite à la visite du CHSCT en février, et que des mesures de prévention pour lutter contre les RPS soient absentes (création d'emplois).

Avant que le président ne soumette au vote le PAP 2017, les représentants Solidaires Finances lui ont remis l'avis motivé suivant :

« A l'analyse du document unique d'évaluation des risques professionnels (DUERP) et du programme annuel de prévention (PAP), les membres du comité hygiène et sécurité et conditions de travail de l'Ardèche réunis ce mardi 2 mai 2017 ne peuvent que constater une nouvelle fois que la baisse des budgets des directions et les suppressions d'emplois depuis plus de 10 ans entraînent une détérioration continue des conditions de travail et que la DDFiP 07 n'a plus les moyens depuis plusieurs années de respecter son obligation de résultat en assurant la sécurité de ses agents et en protégeant leur santé physique et mentale.

Les rapports des visites de sites réalisées par l'Inspectrice santé et sécurité au travail, par les délégations du CHSCT, les rapports du médecin de prévention confirment cette dégradation tant matérielle que psychique, ce qui ne permet pas à tous les agents de travailler en toute sérénité et sécurité.

Nous rappelons qu'en termes de prévention, se pencher sur les risques psychosociaux implique d'identifier les facteurs de risque qui relèvent de l'organisation du travail, des relations sociales au travail, des conditions d'emploi, et qui exposent ceux qui travaillent, afin d'imaginer des solutions alternatives ou des mesures qui réduisent ou suppriment l'exposition, plutôt que d'attendre l'apparition de symptômes ou de pathologies.

Force est de constater qu'aucune véritable solution pérenne n'est proposée par l'Administration pour effectuer une véritable prévention primaire .

De plus, lors des visites réalisées par l'inspectrice santé sécurité au travail et la délégation du CHSCT, des risques importants y ont été relevés. Or, eux-ci n'apparaissent pas dans le PAP 2017.

Enfin, face au sous effectif chronique dans les services, aux incessantes réorganisations, au stress réel accumulé, aux agents en souffrance voire en situation de burn out, la DGFIP ferme les yeux, se bouche les oreilles et relativise les risques psychosociaux comme leur prévention.

Par conséquent, nous ne pouvons qu'émettre un avis défavorable au PAP présenté. »

vote : CGT Abstention / FO Pour / Solidaires Finances Contre

6-Fiches de signalement :

Solidaires Finances demande à ce que toutes les fiches de signalement soient transmises aux membres du CHSCT, et a demandé également quelle était l'attitude de la Direction lorsqu'elle a connaissance de faits remontés par les responsables de service par la voie hiérarchique.

Le président a renouvelé son engagement de transmettre toutes les fiches et il a précisé qu'il demandait systématiquement aux responsables de service d'établir une fiche de signalement quand ceux-ci lui font remonter des événements directement.

7-Questions diverses :

Solidaires Finances a demandé un point sur les travaux de réorganisation au CFP du Teil, auquel la Direction a répondu qu'elle sera présentée lors d'un prochain CTL. Solidaires Finances attire une nouvelle fois l'attention sur la situation de l'accueil/caisse.

Enfin, les représentants Solidaires Finances ont une nouvelle fois fait remonter qu'il n'est pas normal qu'un standard téléphonique soit assuré par une personne en charge de l'accueil (exemple : Tournon).

La séance est levée à 12h35

Prochain CHSCT le 9/06/2017

Vos représentants Solidaires Finances en CHSCT

Titulaires	Suppléants
Sylviane LONGERAY (BCR)	Sébastien BARRET (DDFiP SFDL)
Joël MOUNIER (SIE Tournon)	Bernard VIALLE (CFP Privas)